

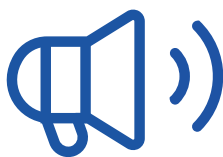


BORDEAUX 2025

FORUM MONDIAL
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE
ET SOLIDAIRE

29 - 31 Octobre 2025

DÉCLARATION POUR UNE PAIX DURABLE



Global organization of local governments
and civil society networks

Global Forum
for Social and Solidarity
Economy





BORDEAUX 2025

FORUM MONDIAL DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
GLOBAL SOCIAL AND SOLIDARITY ECONOMY FORUM
FORO GLOBAL DE LA ECONOMÍA SOCIAL Y SOLIDARIA

29 - 31 October 2025

Déclaration pour une paix durable

Le rôle transformateur de l'ESS dans la promotion de la paix, de l'inclusion et de la résilience

Dans un nombre croissant de pays, les femmes, les hommes, les enfants et la nature sont victimes de guerres et d'actes de génocide. Quelles que soient leurs causes (conflits ethniques, politiques ou économiques), les conséquences sont les mêmes : destruction, privations, pauvreté, famine, maladies, handicaps et morts à grande échelle.

Tout cela est inacceptable.

Dans certains contextes, ces réalités s'accompagnent de graves violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, y compris d'actes pouvant constituer des crimes au regard du droit international, ainsi que du déni du principe de l'égalité des droits et de l'autodétermination des peuples et des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, contrairement aux buts et principes de la Charte des Nations Unies.

De tels conflits pourraient être évités si nous nous éloignons résolument du modèle économique prédateur et destructeur promu par des dirigeants incapables de mener nos pays vers une voie pacifique, démocratique et protectrice fondée sur la coopération.

Un changement radical est nécessaire.

L'affaiblissement de la démocratie ou son absence, qui entraîne la marginalisation des citoyens dans la prise de décisions sociales et économiques, est un signe de la privation du droit des peuples à décider. La citoyenneté économique est essentielle au rétablissement d'une démocratie pleine et authentique.

L'absence de démocratie dans le système économique d'un pays affaiblit le rôle des citoyens et les relègue au second plan. Ils ne sont plus que des variables d'ajustement au service des objectifs d'une minorité fortunée, très éloignée du bien commun.

L'absence d'une obligation de rendre des comptes dans la structure des entreprises capitalistes empêche leurs propriétaires de ressentir directement les conséquences de leurs activités. Les abus commis à l'encontre des travailleurs, des communautés et de la nature résultent de structures décisionnelles qui placent le contrôle entre les mains de propriétaires éloignés, motivés par

le profit. Ces structures ne permettent pas que soient entendus les besoins et les intérêts des travailleurs, des communautés locales ou de la nature elle-même.

L'absence d'une politique internationale visant à instaurer l'équité, à redistribuer les richesses volées par l'exploitation et à garantir l'accès à une éducation et à des opportunités de qualité sape la coopération et la solidarité. Elle favorise au contraire la concurrence, la division et le déni de notre humanité commune. Le modèle économique dominant transforme les individus en consommateurs isolés plutôt qu'en citoyens engagés. En conséquence, dans un nombre croissant de pays, de plus en plus de personnes deviennent réceptives aux programmes isolationnistes et autoritaires qui exploitent la peur de la différence, nient la responsabilité et aggravent les inégalités.

Le manque d'une ambition internationale visant à atténuer les effets du changement climatique alourdit le fardeau des aléas climatiques pour l'ensemble de l'humanité, et plus particulièrement pour les plus pauvres. À l'échelle mondiale, les pays en développement, pourtant les moins responsables du changement climatique, paient le prix des choix politiques et économiques égoïstes des pays occidentaux. À l'échelle nationale, ce sont encore les plus pauvres, les moins responsables, qui en sont les premières victimes : pollution, inondations, sécheresse...

L'absence de réglementation internationale sur l'utilisation des ressources naturelles, associée à la surconsommation irresponsable des pays développés, entraîne la destruction des ressources, la concurrence entre les peuples pour l'accès aux fruits de l'exploitation et un affaiblissement général des sociétés. L'eau, l'air, les forêts, lorsqu'ils sont exploités uniquement à des fins lucratives privées, génèrent des conflits liés à la survie et piègent les pays en développement dans un état de dépendance vis-à-vis des pays plus riches.

Nous, organisations et gouvernements locaux engagés dans l'économie sociale et solidaire (ESS), réunis au 7^e Forum mondial de Bordeaux 2025, appelons – au nom de l'humanité et de la solidarité – à la fin des conflits en cours et à la construction d'un projet collectif international fondé sur la coopération, le dialogue inter-culturel, l'harmonie et la protection de la Vie.

Comme en témoignent les résolutions de la Conférence internationale du Travail (2022) et de l'Assemblée générale des Nations Unies (2023 et 2024), l'ESS peut contribuer à la paix, à la prévention, au relèvement et à la réconciliation en

préservant la valeur ajoutée au niveau local, en soutenant les moyens de subsistance et en rétablissant la confiance par la participation et le partage des bénéfices. Elle renforce l'inclusion, le travail décent et la protection sociale, développe les services de soins, d'éducation et culturels, promeut la gestion responsable de l'environnement et les transitions justes, et contribue à l'organisation de chaînes d'approvisionnement équitables et résilientes. Les entités de l'ESS peuvent également offrir des opportunités sûres et dignes aux personnes en situation de vulnérabilité, notamment les femmes, les jeunes, les migrants, les réfugiés et les personnes handicapées, et faciliter leur transition du secteur informel au secteur formel, conformément aux normes internationales du travail.

Forts de ces reconnaissances, nous affirmons que l'économie sociale et solidaire – fondée sur la coopération plutôt que sur la concurrence, sur la répartition équitable des richesses plutôt que sur leur accumulation par une minorité puissante, sur le respect des ressources naturelles plutôt que sur leur exploitation financière, sur la compréhension mutuelle plutôt que sur l'opposition, et sur la démocratie économique plutôt que sur l'exploitation de masse – constitue une réponse majeure et essentielle à la prévention des conflits, à la reconstruction et à la réconciliation. L'ESS porte en elle l'esprit de justice sociale qui sous-tend nos institutions internationales, aujourd'hui mises à rude épreuve.

Sans justice sociale, il ne peut y avoir ni compréhension ni coopération. L'ESS est, sans aucun doute, une économie de la paix. Que ce soit en matière de prévention, de résistance, de reconstruction ou de réconciliation, même si elle ne résout pas tous les problèmes, nous affirmons que l'économie sociale et solidaire favorise les relations humaines pacifiques et la cohésion sociale, tant au niveau mondial que local.

Des exemples convaincants

- Lorsque l'ESS permet aux citoyens de retrouver leur citoyenneté économique en devenant des décideurs, elle favorise l'autonomisation et la coopération.
- Lorsque l'ESS organise la gouvernance des biens communs en proposant des outils pour la gestion collective et le partage des ressources, elle crée les conditions d'une utilisation durable de ces ressources, dans le respect des personnes et de la nature.
- Lorsque l'ESS redistribue et partage la richesse produite, en particulier avec les travailleurs, mais aussi avec les communautés, elle renforce la solidarité et la justice sociale.

- Lorsque l'ESS favorise la coopération entre les individus, indépendamment de leur origine sociale ou ethnique, elle nourrit la compréhension et le respect interculturels, deux éléments essentiels à la paix et aux relations harmonieuses entre les peuples.
- Lorsque l'ESS soutient le développement de partenariats commerciaux équitables dans les chaînes de valeur locales et mondiales, en particulier par le biais de coopératives rurales dirigées par des femmes, elle permet aux producteurs d'obtenir de meilleurs revenus. Lorsque l'ESS va encore plus loin, en localisant la transformation à proximité de la source des matières premières par le biais de coopératives, elle favorise les objectifs de décolonisation en générant des emplois de qualité, en développant les compétences et en maximisant la rétention de la richesse communautaire, mettant ainsi fin à l'ère de l'extraction mondiale des richesses du Sud vers le Nord.
- Lorsque l'ESS donne aux membres des communautés le pouvoir d'agir, elle crée les conditions propices à la coopération et à un dialogue social vertueux, permettant l'arbitrage des conflits qui favorise la justice sociale, économique et environnementale.
- Lorsque l'ESS veille à ce que les nouveaux arrivants soient accueillis avec dignité et favorise l'inclusion des plus vulnérables, elle contribue à renforcer les liens sociaux et notre capacité à vivre ensemble.
- Lorsque les entités de l'ESS jouent un rôle central dans le soutien aux personnes déplacées de force (FDP) et aux communautés d'accueil, grâce à une gouvernance inclusive, des approches participatives et la prestation de services communautaires, ces entités créent un accès à un travail décent, à la protection sociale et à l'autonomisation économique.
- Lorsque les questions technologiques et l'utilisation de l'IA conduisent à de nouvelles formes de contrôle de la population, l'ESS offre une réponse éthique au traitement des données afin de façonner notre avenir numérique.

Nous, acteurs et partisans de l'économie sociale et solidaire, notamment les travailleurs, les producteurs, les usagers, les communautés et leurs organisations, ainsi que les représentants des gouvernements, des organisations patronales et syndicales et des institutions internationales et régionales, nous sommes organisés collectivement et solidairement pour améliorer les conditions de vie de tous, dans le respect de toute forme de vie. Il s'agit d'un vaste mouvement citoyen qui prône une société fondée sur la solidarité, le respect, la bienveillance, le partage et la coopération.

Nous, citoyens réunis à Bordeaux à l'occasion de cette 7^e édition du Forum mondial de l'économie sociale et solidaire, appelons donc les dirigeants à agir de manière responsable, à créer les conditions propices à la paix et à s'engager de toute urgence dans une transition vers un modèle économique résilient, équitable, redistributif et démocratique, dont l'économie sociale et solidaire peut être le fondement.

Nous demandons au GSEF de convoquer, à la suite du GSEF 25 de Bordeaux, un groupe de travail dont l'objectif sera d'approfondir les thèmes mentionnés ci-dessus et de proposer des recommandations et des mesures opérationnelles pour la mise en œuvre de cette déclaration.

Nous appelons tous les réseaux et organisations à se mobiliser sur cette question et à en faire une priorité.

Bordeaux , le 31 octobre 2025